

## Soutien contre l'utilisation abusive des données à caractère personnel

Le dernier rapport de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA), intitulé « [Accès aux voies de recours en matière de protection des données à caractère personnel dans les États membres de l'UE](#) », indique que les personnes victimes d'une utilisation abusive des données à caractère personnel les concernant sont souvent trop peu informés sur les voies de recours pour la protection de leurs données ainsi que sur les autorités compétentes. Morten Kjaerum, Directeur de la FRA signale qu'« il est, de nos jours, trop aisé de recueillir et d'utiliser de manière abusive les données personnelles des citoyens européens ». Ce rapport de l'Agence des droits fondamentaux de l'UE nous apprend que « bon nombre de citoyens ne savent pas vers quelle instance se tourner en cas d'utilisation abusive de leurs données ».



Au vu de la situation actuelle, la Commission européenne suggère une réforme de la protection des données à caractère personnel visant à faciliter celle-ci. La Commission européenne souhaite mettre en place un « guichet unique » pour les citoyens afin qu'ils puissent toujours s'adresser au contrôleur de la protection des données au niveau local.

Selon les informations récoltées auprès de victimes d'utilisation abusive de données, il semblerait que la plupart d'entre elles se tournent vers les autorités de protection des données. Elles le font, le plus souvent, avec l'intention de s'assurer que de tels abus n'aient plus lieu plutôt que pour obtenir des dédommagements financiers. Seuls quelques rares cas sont portés devant les tribunaux.

Dans son rapport, la FRA propose de sensibiliser le public aux procédures de plainte, de dispenser aux juristes professionnels une formation sur la protection des données, et de renforcer l'indépendance des autorités de protection des données. Par ailleurs, ce rapport offre un aperçu du cadre juridique et des procédures qui peuvent être entreprises en cas de violations de droits afférents à la protection de données à caractère personnel.

La FRA a également publié un [Manuel sur la législation européenne en matière de protection des données](#) (en anglais uniquement). Ce manuel, rédigé en collaboration avec le Conseil de l'Europe, s'adresse aux juristes professionnels et aux organisations non gouvernementales qui ne sont pas des spécialistes en la matière.

### **Activités la Troïka dans les pays touchés par la crise : nouveau rapport de la CES**

Le [nouveau rapport de la CES sur les activités de la Troïka](#) (anglais) confirment les effets destructeurs qu'elles ont eues sur Chypre, la Grèce, l'Irlande et le Portugal. Basé sur l'enquête de la CES portant sur les actions menées par la Troïka internationale (Commission européenne-BCE-FMI) dans les pays en question, ce rapport condamne l'attitude de la Troïka qui a supplanté les gouvernements nationaux élus, forçant la mise en œuvre de mesures d'austérité fiscale d'une part et, d'autre part, la déréglementation des systèmes de formation des salaires et des négociations collectives, allant ainsi à l'encontre des accords des partenaires sociaux. Ce rapport préconise une révision des programmes de la Troïka qui soit conforme aux principes fondamentaux du Traité européen.



Selon le rapport, les conséquences économiques et sociales des politiques mises en place par la Troïka enfreignent les droits sociaux fondamentaux. En effet, un constat alarmant s'impose: des dépenses sociales en berne allant de pair avec une effroyable augmentation de la pauvreté, du chômage et des inégalités. En dépit des protestations véhémentes des syndicats des pays concernés par le programme de la Troïka, les piliers de l'État-providence sont battus en brèche: l'éducation, la santé et la sécurité sociale. Comme l'indique le rapport, les dépenses dans le secteur de l'éducation au Portugal ont diminué depuis 2010, atteignant les 3,9% du PIB en 2014. De la même manière, le taux de chômage des jeunes et le taux de jeunes non engagés dans des études, un emploi ou une formation ont sensiblement augmenté.

Les éventuelles contraintes de temps ou du marché ne doivent en aucun cas justifier le sacrifice des principes sociaux prévus par le Traité. « *Les principes fondamentaux du Traité européen doivent en permanence être respectés. Le fait que des programmes soient élaborés sous la pression du marché et du temps n'y change rien, bien au contraire.* », déclare Veronica Nilsson, Secrétaire confédérale de la CES, lors de l'audition du Parlement européen sur la Troïka qui a eu lieu le 27 janvier 2014.

### **Le Parlement européen appelle à l'élaboration d'une feuille de route pour protéger les droits fondamentaux des personnes LGBTI**

Le 4 février 2014, le Parlement européen a adopté une [résolution](#) pour la protection des droits fondamentaux des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexués (LGBTI). Cette résolution appelle l'UE à œuvrer à l'élaboration d'une feuille de route pour protéger les droits fondamentaux de ces personnes.

[L'enquête sur les personnes LGBT 2013 de l'UE](#) (anglais) démontre la nécessité de mettre en œuvre une telle feuille de route. En effet, l'enquête indique que 47% des personnes LGBTI se sentent discriminées et font l'objet de harcèlement, tandis que 26% affirment avoir subi des violences physiques ou des menaces de violence au cours des 5 dernières années.



Cette résolution souligne, par ailleurs, que la feuille de route devrait assurer l'élaboration d'une politique exhaustive abordant des domaines tels que l'emploi, l'éducation, la santé, les biens et services, la famille ainsi que la liberté de mouvement et le crime inspiré par la haine.

### **Récapitulatif du séminaire : Genres et Santé au travail**

Les présentations données lors du séminaire de l'ETUI qui s'est tenu à Porto les 23 et 24 janvier derniers sont désormais disponibles en ligne. Le séminaire, intitulé "Ils et elles en emploi et au travail : questions de justice et de santé" a été organisé en collaboration avec l'Université de Porto.

Quelque 130 personnes issues des milieux académique et syndical, de l'inspection du travail et des systèmes de santé ont participé aux travaux centrés sur l'examen critique des politiques destinées à améliorer les conditions de travail et les thématiques : " femmes et hommes sur le marché du travail" et "femmes et hommes en santé au travail".



Le séminaire a mis en avant le rôle de la division sexuelle du travail dans la production des inégalités sociales : le marché du travail tend à concentrer les femmes dans un nombre réduit d'activités, le travail à temps partiel implique des revenus insuffisants et souvent des conditions de travail dégradées, le travail domestique à la maison est principalement assuré par les femmes, etc.

En mars 2015, l'ETUI organisera une importante conférence européenne sur le sujet.

Lien : <http://www.etui.org/fr/Themes/Sante-et-securite/Actualites/La-sante-au-travail-c-est-pour-ils-et-elles-%21-seminaire-de-l-ETUI-a-Porto>

## Élections européennes de 2014 : un tournant pour la démocratie européenne fondée sur l'éducation de qualité

Le CSEE met en place une nouvelle initiative visant à permettre aux candidats aux élections européennes de s'engager à soutenir les [10 Messages clés du CSEE](#) sur *Les points à améliorer pour une éducation de meilleure qualité en Europe*. Les élections du Parlement européen de 2014



approchent à grands pas et le ce CSEE souhaite encourager les candidats à soutenir formellement l'initiative de l'IE-CSEE [Uni\(e\)s pour l'éducation – Une éducation de qualité pour un monde meilleur](#) par le biais de deux actions spécifiques : un simple engagement électronique ([via ce lien](#)) et leur participation aux événements à venir.

Le CSEE ne cessera de dénoncer les conséquences désastreuses de la crise économique et financière qui porte gravement préjudice au secteur de l'éducation. Toutefois, le CSEE est convaincu que les élections européennes de 2014 constituent la meilleure occasion démocratique d'inverser la vapeur et de dire « non » aux mesures d'austérité qui anéantissent les droits sociaux.

À travers cette initiative, le CSEE appelle les candidats aux élections européennes à soutenir l'éducation de haute qualité pour tous, pilier fondamental d'une société européenne juste et équitable. L'[engagement des candidats aux 10 Messages clés](#) sur l'éducation de qualité en Europe permettra de sensibiliser le public au droit fondamental que constitue l'accès à l'éducation publique pour chaque citoyen, condition sine qua none pour une participation démocratique au niveau aussi bien national qu'europpéen.

Aidez le CSEE à obtenir le soutien des candidats parlementaires en vous rendant sur la [page de notre site consacrée à cette initiative](#) afin de voir la listes des engagements et d'encourager les candidats nationaux à s'engager à soutenir l'Éducation de qualité en Europe.